

Résister

Bernard Girard
Professeur d'histoire-géographie en collège
53000 Laval

C'en serait triste à pleurer, cette émission de variétés au cours de laquelle on a vu un ministre de l'Education nationale, parfaitement ignorant de la chose éducative, interviewé par des animateurs tout autant ignorants de la dite chose, se lancer dans une apologie de la « bonne-vieille-méthode-qui-a-fait-ses-preuves », la seule qui vaille, la méthode syllabique pure et dure. Approximations, erreurs grossières, mauvaise foi confondante, méconnaissance ahurissante des mécanismes d'apprentissage, mépris lourd et pesant pour les enseignants, c'est sur ces bases que le ministère entend résoudre la question de l'échec scolaire.

On sait, bien sûr, qu'avec cette circulaire sur l'apprentissage de la lecture, avec l'abaissement de la scolarité à 14 ans, avec la loi sur les aspects positifs de la colonisation, avec la *Marseillaise* obligatoire, avec bien d'autres mesures du même tonneau annoncées sans concertation aucune depuis plusieurs années – la remise à l'honneur du redoublement ou des punitions collectives, la disparition des aides-éducateurs et l'on en passe –, le pouvoir politique se préoccupe bien davantage de « caresser l'électorat dans le sens du poil » que de la détresse des élèves en difficulté. La justification de l'école est de permettre à tous les enfants de se former, de s'instruire, de développer leur personnalité indépendamment de leur milieu social d'origine ; c'est à un véritable torpillage des principes républicains d'égalité et de liberté que se livrent les autorités politiques. Face à cela, face à un gouvernement brutal et sans scrupules, sourd et aveugles à tout ce qui l'entoure, le monde éducatif a le devoir de prendre ses responsabilités. Dans *Libération* (06/01/2006) Samuel Johsua, Philippe Meirieu et Jean-Yves Rochex, concluent leur tribune par un appel à la résistance : « (...) il n'est plus temps de s'inquiéter, il est urgent de chercher, par tous les moyens, à résister ». On se refuse à croire que des enseignants ne puissent s'opposer à cette politique autrement que sous la forme d'une futile journée de grève. Le ministère ne pourra imposer sa volonté que par des circulaires les impliquant, qui demanderont leur collaboration et qu'ils ont le pouvoir de refuser : l'apprentissage à 14 ans, les méthodes éculées et rétrogrades, le retour à l'école d'il y a 50, voire 100 ans, tout cela ne se fera que si les professeurs le veulent bien.

Lorsqu'un gouvernement respecte aussi peu les valeurs républicaines qu'il est pourtant censé défendre, il perd toute légitimité ; dans ces conditions, il est parfaitement légitime de remettre au goût du jour, en l'adaptant à l'école, des façons de faire, des pratiques inspirées par la désobéissance civique ou civile : que chacun sur le terrain, cherche à faire progresser les élèves qui lui sont confiés sans se préoccuper des circulaires officielles, des

pressions ou des menaces de la hiérarchie, des rouages d'une administration qui tournent à vide et qui mènent l'école à sa perte. Démarche risquée, dira-t-on, peut-être pernicieuse par certains côtés, mais que faut-il faire d'autre ? Qui a d'autres idées pour faire en sorte que les questions éducatives, le système scolaire ne soient plus les otages de politiciens obsédés par les sondages, les échéances électorales au point d'en oublier toute le reste et d'abord que l'école est au service des élèves et non de leurs ambitions personnelles.